

On apprend que le "trou de la Sécu" ne serait pas loin d'être comblé ! Alors, pour le coup, il faut dire les choses un peu plus précisément. En 2001, cela n'a pas été suffisamment dit, Lionel Jospin avait équilibré les comptes de la Sécurité Sociale. Ensuite, sous Chirac, puis sous Sarkozy, les comptes de la Sécurité Sociale se sont effondrés ! Le plus profond de ce gouffre abyssal étant atteint en 2010, c'est à dire en fin de mandat de Sarkozy. C'est une réalité, certains souhaitent le taire, mais ils ne peuvent pas le contester !

Cela démontre que la droite ne sait pas gérer, d'autant plus qu'elle utilise ensuite ces mauvais résultats, dont elle seule est responsable, pour remettre en cause des acquis sociaux fondamentaux et les grandes avancées issues après guerre du Conseil National de la Résistance.

Alors, aujourd'hui, on estime que le déficit annuel serait passé de 2,5 milliards à 600 millions et que l'on pourrait même retrouver un budget excédentaire dans les deux années à venir, ce qui permettrait et on y veillera de mieux rembourser les malades (lunettes, prothèses auditives,...) et de rembourser aussi la dette, plutôt que de continuer à la creuser...

Là encore, n'oublions pas de préciser que depuis 6 ans (c'est à dire sous le mandat de ...François Hollande) le déficit de la Sécurité Sociale a diminué de 2,5% par an !

Cela démontre que les Socialistes savent gérer.

Je n'ai pas manqué d'être critique quant à la gestion de notre pays sous Hollande, essayant sans cesse d'être honnête vis à vis des électeurs et des engagements qui avaient été les nôtres. J'ai combattu en particulier les lois travail que Valls nous a imposées par le 49.3. Cela m'a valu beaucoup d'ennuis de la part de mes "amis socialistes" éternels donneurs de leçons.

Mais là, il faut reconnaître que la paternité du redressement des comptes de la Sécurité Sociale est à attribuer à François Hollande.

Mais le plus gros reproche que je ferai à Hollande, c'est d'avoir fabriqué Macron !

Ma crainte serait de voir Macron continuer sa casse sociale (diminutions des allocations, difficultés croissantes d'accès au chômage, suppressions des emplois aidés, baisse des dotations aux communes qui sont pourtant aux avant-postes de la cohésion sociale et de la solidarité,...), dans un contexte où il est démontré qu'en gérant bien, la solidarité nationale est viable et nécessaire, elle est garante des valeurs de la République.